

Économie

Relire Keynes

Daniel Rallet, professeur de SES au lycée Roosevelt de Reims

Enseigner les auteurs ?

*Il y a des débats sur le sens à donner à cette question,
et sur les pratiques pédagogiques qui en résultent.*

*Je me contenterai donc d'un simple constat que par prudence j'emprunterai
à Pascal Combemale¹ : « Ce retour consiste tout simplement à se demander :
au fait, Smith, Keynes, qu'est-ce qu'ils racontaient vraiment ? »*

*Il ajoute que le retour aux auteurs a d'abord un sens pour les enseignants
qui ont besoin de recul, de distance par rapport au foisonnement de l'actualité
et à la succession des modes intellectuelles, et qui cherchent
chez les grands auteurs des problématiques, des questions pertinentes.*

Nous enseignons, et pas seulement en spécialité, la controverse entre Keynes et Pigou sur la relation salaire/emploi. Cette controverse est un classique du débat en économie. Mais s'agit-il seulement d'économie ?

Poser la question, c'est s'interroger sur les construits scolaires et universitaires qui, à partir de l'œuvre de l'auteur, créent leur propre légitimité. Enseigner Keynes est une affaire de convention², nous le savons bien, il y a même plusieurs conventions possibles, mais le retour au texte permet de se confronter à la pensée de l'auteur.

Pourquoi Keynes s'oppose-t-il à une politique de baisse des salaires nominaux, en d'autres termes, qu'est-ce qui fonde leur rigidité ? Nous voilà en terrain connu.

Évidemment, il y a les enchaînements économiques bien connus aujourd'hui, mais la lecture de la *Théorie générale*³ révèle que ces enchaînements sont pour le moins complexes, voire confus, et que cette complexité conduit de fait à une certaine indétermination.

Par contre, la relecture du texte original montre qu'on a beaucoup simplifié l'argumentation de Keynes, essentiellement en la privant de sa portée sociale et politique, pour la réduire à des flux circulant mécaniquement dans des tuyaux.

Keynes développe longuement l'argumentation suivante : ce qui est déterminant, c'est la demande effective, et celle-ci est constituée par les prévisions des entrepreneurs. Le niveau des salaires nominaux importe beaucoup moins que les anticipations qu'ils font sur l'évolution future de ceux-ci.

Keynes explique que si la réduction des salaires nominaux opérée aujourd'hui est ressentie par les entrepreneurs comme s'inscrivant dans un mouvement de baisse qui va se poursuivre, l'impact sur l'efficacité marginale et la production sera défavorable. En revanche, si cette baisse est vécue comme étant la dernière avant de nouvelles hausses, cette baisse-là aura un effet positif sur la croissance.

« La contingence favorable à l'efficacité marginale du capital est celle

où l'on croit que les salaires nominaux ont atteint leur minimum et que leurs variations ultérieures seront orientées vers la hausse. La contingence la plus défavorable est celle où les salaires nominaux fléchissent lentement et où chaque réduction affaiblit la confiance dans leurs chances de se maintenir par la suite. »

Ceci amène Keynes à une conclusion qui nous semblera fort peu keynésienne⁴ : une baisse des salaires nominaux pourrait, dans certaines condi-

1. Intervention devant un stage Mafpen, Paris, 17 octobre 1995.

2. Keynes, plus que d'autres, a été « (re)construit » et cette (re)construction a été fructueuse.

3. Relire le chapitre 19 de la *Théorie générale*, PBP, édition de 1972.

4. Keynes évoque bien ici les effets macroéconomiques : « Puisqu'une réduction des salaires nominaux particulière à une entreprise ou à une industrie est toujours profitable à cette entreprise ou à cette industrie prise individuellement, il se peut qu'une réduction générale des salaires, bien qu'elle produise des effets différents, fasse naître, elle aussi, un état d'esprit optimiste chez les entrepreneurs, ouvrant ainsi une brèche dans le cercle vicieux des appréciations indûment pessimistes de l'efficacité marginale du capital et remettent les choses en train sur la base de prévisions plus normales » (p. 267).

tions, être efficace pour combattre le chômage.

Il « suffit » qu'elle soit importante, brutale et uniforme.

« Au début d'une période de déclin de la demande effective, une réduction soudaine et importante des salaires nominaux, qui les amènerait à un niveau si bas que personne ne pourrait croire à sa persistance indéfinie, serait l'éventualité la plus favorable à la restauration de la demande effective. » (p. 269)

En effet, selon lui, il n'y a rien de plus désastreux qu'une baisse modérée des salaires qui sera interprétée comme l'annonce de la baisse suivante. D'autant plus qu'à chacune de ces baisses graduelles, le chômage va augmenter tout aussi graduellement, ce qui justifiera une nouvelle baisse des salaires annonciatrice d'une nouvelle hausse du chômage....

Il est donc préférable d'y aller d'un seul coup et carrément !

C'est ici que Keynes sort son argument majeur : cette politique n'est pas applicable, ce n'est donc pas une politique.

Elle n'est pas applicable parce que nous sommes dans une société où les salaires sont négociés et parce que nous sommes dans une démocratie.

« C'est une contre-vérité qu'une politique de salaires souple soit un attribut logique et spécifique d'un système fondé dans son ensemble sur le principe du laissez-faire. Une telle politique ne pourrait réussir que dans une société soumise à une forte autorité, capable d'imposer des réductions de salaires soudaines, profondes et générales. Sa mise en œuvre pourrait se concevoir en Italie, en Allemagne ou en Russie, mais non en France, aux États-Unis ou en Grande-Bretagne ».

La critique fondamentale⁵ que Keynes fait aux économistes libéraux n'est pas de prétendre que leur solution ne marchera jamais, mais qu'elle ne peut réussir que dans une économie et une société qui ne sont plus libérales.

On devine assez facilement que Keynes n'a pas du être mécontent d'énoncer ce paradoxe de plus.

Il poursuit sa démonstration en montrant que s'il y a négociation, et donc une possibilité de résistance pour les salariés, ceux-ci ne vont pas manquer de résister.

Mais la raison fondamentale de cette résistance doit être précisée.

Une baisse générale des salaires nominaux, accompagnée d'une baisse parallèle des prix, pourrait être acceptée par les salariés, car elle serait la même pour tout le monde. Dans le même ordre d'idées, une baisse des salaires réels due à la hausse des prix et à la baisse du pouvoir d'achat de la monnaie ne « rencontre généralement pas de résistance à moins qu'elle n'atteigne une ampleur extrême » parce qu'elle « affecte pareillement tous les travailleurs » (p. 40)⁶.

Keynes évoque « l'agitation ouvrière » (p. 268) qu'il explique de la façon suivante : « Tout individu ou tout groupe d'individus qui consent à

une réduction de ses salaires nominaux par rapport à ceux des autres individus ou groupe d'individus subit une réduction relative de salaire réel, qui suffit à justifier sa résistance » (p. 39).

Les travailleurs se coalisent pour protéger leur salaire réel relatif, c'est-à-dire en fin de compte pour protéger leur rang dans la société. Une baisse uniforme qui gèlerait les positions acquises n'entraînerait pas une résistance semblable.

Pire : les capacités de résistance étant inégales, s'y ajoutent l'injustice, le désordre, les tensions sociales.

Est-on vraiment loin de Rawls et de la philosophie politique ?

« Sauf dans une communauté socialisée où les salaires sont fixés par décret, il n'y a aucun moyen de réaliser une réduction uniforme des salaires dans toutes les catégories de la main-d'œuvre. La baisse ne peut être obtenue qu'au prix d'une série de fléchissements graduels et désordonnés, qu'aucun critère de justice

sociale ou d'opportunité économique ne justifie, et qui ne s'accomplissent d'ordinaire qu'après des luttes vaines et désastreuses, où ceux qui se trouvent dans la position de négociation la plus faible pâtissent comparative-ment aux autres. » (p. 271)

Cette politique crée non seulement des inégalités entre les salariés, mais aussi entre ceux-ci et les titulaires de revenus fixes puisque ces derniers voient leur pouvoir d'achat croître avec la baisse des prix.

En outre, l'agitation sociale affaiblit la légitimité du pouvoir politique...

« La réduction des salaires en causant du mécontentement dans le peuple nuit sur le plan politique à la confiance. » (p. 267)

Keynes conclut en comparant deux politiques économiques : une « politique de salaires souple » et une « politique monétaire souple ».

Elles « reviennent analytiquement au même » (p. 271), c'est-à-dire qu'elles ont le même effet économique : elles « modifient la quantité de monnaie mesurée en unités de salaire ».

Mais il y a une profonde différence qui les sépare : la politique monétaire, réalisée par des opérations discrétionnaires du gouvernement, est facilement applicable, c'est donc une politique.

« Connaissant la nature humaine et les institutions existantes, il faudrait être dépourvu de bon sens pour préférer une politique de salaires souple à une politique souple de la monnaie, si l'on ne peut invoquer en faveur de la première aucun avantage qui ne puisse être obtenu de la seconde. Du reste, à égalité de convenance en d'autres domaines, une méthode dont l'application est comparativement aisée devrait être jugée préférable à

5. Cela signifie que l'argument macroéconomique est relégué au second plan.

6. Ce qui fonde la justification de l'absence de la résistance des salariés à une baisse des salaires réels via l'inflation n'est pas l'illusion monétaire version Friedman (les salariés sont des innocents qui se font « avoir » pendant un certain temps), mais le sentiment de justice, et c'est vraiment autre chose, puisqu'on passe du mépris conventionnel à la philosophie politique.

une méthode qui est sans doute trop difficile pour être pratiquement applicable. »

En contrepoint de Keynes, relisons Florin Aftalion⁷ dont les vertus pédagogiques sont largement reconnues en SES.

F. Aftalion préconise les réformes radicales que l'on sait, mais c'est pour ajouter, tout en le regrettant, que les conditions politiques de ces réformes ne sont pas réunies, ce qui lui permet de conclure à la poursuite de la progression du chômage. Comme la politique monétaire est elle-même pervertie pour des raisons politiques (les accords de Maastricht), la question est donc bien *in fine* politique.

« L'analyse que nous venons d'esquisser repose sur la théorie économique classique. Si elle est judicieuse, le reflux du chômage ne peut être obtenu qu'au prix de réformes radicales. Or il paraît évident qu'à l'heure actuelle l'opinion publique, syndicats et partis de gauche en tête, rejette de telles réformes. Cela explique que la droite, de son côté, refuse de les envisager. Il est donc à craindre que l'emploi continue à se dégrader indéfiniment. »⁷

En prenant l'exemple de deux thèses que la science économique oppose, on voit que le débat porte moins sur l'efficacité instrumentale de telle ou telle politique économique que sur

leur finalité sociale et leur capacité à être appliquée par un pouvoir politique.

Il y a dès lors deux niveaux d'interrogation :

– si on considère que la baisse des coûts salariaux est un moyen efficace, et que l'efficacité (créer des « emplois ») est l'objectif ultime, la seule question à se poser est de savoir quelles conditions socio-politiques doivent être réunies pour que ce moyen « efficace » devienne une réalité sociale.

L'analyse sociologique se demandera si les valeurs de la société, sa symbolique, ses formes de régulation, la capacité du pouvoir politique à affronter ou à contourner l'opinion publique (contourner le Smic par exemple) peuvent faire de la baisse des coûts salariaux une politique. Si le Royaume-Uni d'aujourd'hui offre une revanche au professeur Pigou, c'est parce que les conditions socio-politiques de la société britannique contemporaine ou, autre exemple, de la société américaine, l'ont permis ;

– si on considère que le travail est au centre du lien social avant d'être un facteur de production, le second type d'interrogation portera sur les valeurs qu'une société se donne ou produit, sur le mode de relations sociales qu'elle construit, sur la nature politique du pouvoir qui la gouverne.

« Un conglomérat de baby-sitters, de serveurs chez MacDonald's ou d'emballeurs de paquets dans les supermarchés fait-il société ? »⁸

Cette question que pose Robert Castel, comme les questions posées par Keynes, ne sont pas des interrogations qui viendraient *in fine* s'ajouter au débat économique : elles en constituent le cœur (dans quelle société voulons-nous vivre ?)

En rappelant que toute logique économique est une logique sociale, l'enseignement des SES poursuit deux objectifs : contribuer à la formation du citoyen, donner accès à la compréhension des sociétés contemporaines.

Or cette intelligibilité exige d'expliquer à nos élèves les métaquestions qui inspirent tous les grands débats. Sans les clés, la plupart des questions deviennent d'obscures affaires de spécialistes ou sont privées de sens, donc difficiles à comprendre.

Les questions du pouvoir, de la démocratie, du rapport aux valeurs, de la hiérarchie et de la régulation sociales ne sont donc pas des questions en plus : elles sont là parce que personne ne peut les contourner. ■

7. *Le Monde*, 7 avril 1994.

8. *Les Métamorphoses de la question sociale*, Fayard, 1995.

